DIAL 3796

HONDURAS - Garifunas de San Juan et Tornabé : « Ici, il n’y a pas de délinquants, mais un peuple qui résiste »

Dunia Orellana

vendredi 23 octobre 2026, mis en ligne par Françoise Couëdel

Les Garifunas [1] seraient les seuls Noirs du continent américain qui n’aient jamais connu l’esclavage. Arrivés en 1635 sur l’île de San Vicente avec le naufrage de deux négriers espagnols, leur histoire latino-américaine est une histoire de luttes, qui continuent aujourd’hui. Cet article de Dunia Orellana, avec la collaboration de Radio Progreso, de De Pueblo y Barrio, du Réseau national des défenseures et de Wa Dani, a été publié par Prensa comunitaria le 16 juillet 2026.

Les communautés de Tela, au Honduras s’organisent, prennent la parole et maintiennent vivant l’espoir dans leur lutte contre la criminalisation et la spoliation.

Résistance et résilience, le peuple garifuna demande justice
Photo : Wa-dani

Tela, Honduras. Sur le territoire ancestral garifuna de la côte atlantique du Honduras, la mémoire ancestrale, la solidarité entre les communautés et la détermination collective dessinent un horizon d’espoir. Le peuple garifuna est confronté à des invasions armées, des manœuvres juridiques arbitraires et un discours qui le stigmatise. Cependant la réponse n’a été ni le silence ni la reddition mais l’organisation, une parole ferme et la solidarité d’un réseau de soutien qui dépasse les frontières.

Communauté Tornabé : nous sommes un peuple de paix, il est hors de question qu'on cherche à nous intimider

Nous les garifunas sommes un peuple de paix, nous ne pouvons pas permettre qu'on vienne nous intimider sur nos terres ancestrales, assure la communauté de Tornabé, deux jours après avoir été attaquée tandis qu'elle travaillait ses terres, dont elle possède les titres de propriété reconnus par la Cour interaméricaine des droits humains.

Au cours de la visite des Brigades internationales de paix (PBI), la communauté a raconté comment plusieurs hommes armés ont tenté de pénétrer sur les lieux. L'attaque n'a pas d'ailleurs été un fait isolé. Plusieurs jours avant cet incident, la communauté garifuna avait remarqué des vols de drones au-dessus de la ferme et une surveillance par des véhicules sans plaque d'immatriculation. Elle avait enduré en outre des commentaires racistes et des menaces explicites contre leurs vies.

Les autorités communautaires de Tornabé, accompagnées par l'Organisation fraternelle noire hondurienne (Ofraneh), affirment qu'elles prennent ces menaces « très au sérieux ». Par ailleurs elles redoutent d'avoir à subir d'autres attaques, raison pour laquelle elles demandent des mesures de protection urgentes et le soutien de la communauté internationale.

Dans la communauté de Tornabé, le 12 juillet 2026, sont arrivés « quatre véhicules luxueux sans immatriculation » transportant des hommes, y compris des étrangers, qui les ont « agressés, en brandissant des armes et en proférant des paroles racistes », selon les témoignages recueillis par le média communautaire De Pueblo y Barrio.

L'attaque a ravivé la douleur et l'indignation : la population garifuna n'a pas tardé à dénoncer ce qu'elle considère comme une injustice historique. « Il est inacceptable qu'ils viennent sur les terres ancestrales des garifunas, qui légalement leur appartiennent, en déclarant qu'ils sont les propriétaires d'une terre qu'ils ont achetée illégalement. Ce genre de choses ne sont pas tolérables. Le peuple garifuna mérite le respect » [2].

Les investigations se font au milieu des tensions

Deux jours après l'attaque, tandis que la communauté tentait de reprendre les travaux sur les terres dont elle possède des titres de propriété reconnus par la Cour interaméricaines des droits humains, ses responsables, hommes et femmes, ont raconté à des soutiens internationaux le climat d'intimidation qui a précédé l'agression.

L'exigence de respect et de justice a été transmise au secteur institutionnel. Le commissaire de police Cristian Nolasco a expliqué à Radio Progreso que des investigations sont en cours sur le sujet. S'il a reconnu que la détention immédiate n'est pas toujours possible étant donné les protocoles d'usage progressif de la force, il a délivré un message clair à la communauté. « Ne vous sentez pas seuls, sachez que vous êtes soutenus. » a-t-il déclaré.

Nolasco a affirmé qu'il faut documenter techniquement et scientifiquement tous les cas « pour qu'ils ne restent pas impunis » et voir si les armes exhibées par les envahisseurs étaient légales ou d'utilisation interdite. Ses paroles, bien que mesurées, reflètent la complexité d'un territoire où les lois agraires et les intérêts des grandes entreprises maintiennent en suspens la sitution des peuples originaires.

L’opération violente du 6 juillet

Ce harcèlement s’ajoute à un antécédent immédiat grave. Le 6 juillet une grosse opération policière déployée dans la communauté garifuna de San Juan, dans la municipalité de Tela (département d’Atlantida) a créé l’alarme au sein des organisations de défense des droits humains. La coordinatrice générale de l’Organisation fraternelle noire hondurienne (Ofraneh), Miriam Miranda, a dénoncé le fait que plus de 200 agents de la police nationale ont envahi la communauté, utilisant des gaz lacrymogènes et tirant sur les habitants.

Cinq membres au moins de la communauté ont été détenus pendant des heures avant d’être libérés. Parmi eux se trouvait Deinor Osmany Mejía Arzú, le président du Comité de défense de la terre de San Juan. Les autres détenus étaient Irbin René López Cortés, Carlos Enrique Fernández Guzmán, Onil Rigoberto Hernández Zelaya et Sara Abigail Acosta Acosta. L’accusation qu’on prétendait porter contre eux était le délit présumé d’usurpation de leur propre territoire.

L’Organisation fraternelle noire hondurienne (OFRANEH) a exigé la libération immédiate des quatre camarades et de la camarade de la communauté garifuna de San Juan Durugubuty, qui ont faussement été accusés de délit d’usurpation de leur propre territoire ancestral, le 6 juillet dernier

Sara Abigail Acosta Acosta

Irbin René López Cortés, Carlos Enrique Fernández Guzmán, Onil Rigoberto Hernández Zelaya et Deinor Osmany Mejía Arzú

Manœuvre judiciaire et réponse collective

Sur le campement Tuba Mena – baptisé ainsi en l'honneur de Feliciana Suazo, une femme âgée de 80 ans qui est morte alors qu'elle était accusée d'usurper son propre territoire – la communauté de San Juan s'est rassemblée pour une conférence de presse improvisée sous un couvert de branchages construit « nuit et jour » par des mains solidaires. À cette occasion a été révélée la dernière manœuvre juridique en date, survenue le 14 juillet : la juge Norma Fuentes, de Tela, s'est déclarée incompétente et a renvoyé le dossier à un tribunal des affaires criminelles installé à San Pedro Sula, arguant que la communauté constituerait « une structure criminelle ». L'avocat de la défense, Edy

Tábora, a dénoncé « un vice de procédure » et rappelé que cette même juge « avait dû admettre l'accusation du ministère publique » car la loi spéciale ne s'applique pas aux territoires indiens protégés par des lois internationales.

Loin de rester paralysée, l'assemblée communautaire a pris une décision collective immédiate. Quand Miriam Miranda a demandé : "Où voulons-nous que cette audience se tienne ? À Tela ou à San Pedro Sula ? », la réponse a été unanime et énergique : « À Tela ». À partir de là, les démarches ont été définies avec une précision minutieuse : « Demain nous nous retrouvons à Tela.
Nous voulons que ce dossier soit déposé à Tela et que ce soit nos avocats qui y aient accès. Et nous entamons une procédure parce que c'est à Tela que nous sommes, nous les Garifunas, pour entendre la sentence ».

Miriam Miranda le 14 juillet 2026 à San Juan, dans la municipalité de Tela, au nord du Honduras
Photo : De Pueblo y Barrio

Résistance spirituelle et unité territoriale

La résistance n'est pas que juridique ou territoriale ; elle est profondément spirituelle et symbolique. Au campement on fait honneur aux mères qui vont à la plage pour recevoir le vent et les rayons du soleil, un acte pour leur santé et la relation avec leurs ancêtres. « La lutte de Barauda et de Satuye [3] est plus présente que jamais. La défense des territoires, la défense de la vie », a déclaré Miranda.

Tandis qu'elles attendaient l'arrivée d'autres bus avec des délégations des communautés comme celles de Triunfo de la Cruz, Ensenada, Tornabé, Corozal, Río Esteban, Sambo Creek, Iriona et Punta Piedra, le message qui était répété était très clair : « Ce n'est pas d'aujourd'hui, c'est historique, nous avons toujours été en guerre car on veut nous enlever notre territoire ».

À l'horizon le plus proche, l'audience fixée au 15 juillet s'est convertie en symbole. La revendication

est que le dossier judiciaire revienne à Tela et que soit définitivement close une affaire qui, dans l'optique communautaire, est illégale et attente aux droits d'un peuple protégé par quatre jugements de la Cour interaméricaine des droits humains. Entre temps, la solidarité internationale s'est déjà manifestée : de Belize et New York sont venues des mobilisations et des notes diplomatiques. La communauté garifuna n'est pas seule.

Sur le visage de toute personne qui a construit la maison, de chaque jeune qui transmet en direct, de chaque ancienne dont le nom est devenu un étendard, palpite une certitude : l'espoir n'est pas un désir abstrait c'est une pratique quotidienne. « Ici, il n'y a pas de vandales. Ici nous prenons nous-mêmes soin de nous. Non, ici il n'y a pas d'armes, il n'y a rien », déclare une voix de la communauté en la désignant. La plus grande richesse, insistent-ils, ce sont les personnes et leur capacité à rester fermes, unies et en paix. « Nous, peuple, sommes déterminés. Amen ».

La communauté garifuna s'est mobilisée devant les Nations unies à New York le 10 juillet 2026

La solidarité internationale se manifeste

Confrontée au harcèlement judiciaire et policier, la communauté a choisi pour boussole la mémoire et l'unité. Miriam Miranda a lancé un appel à partir du Réseau des défenseures qui a déjà trouvé un écho dans plusieurs pays. « Nous lançons un appel pour que demain (le 15 juillet) dans tous les pays, dans tous les endroits, on manifeste, que ce soit par lettres envoyées aux consulats, à l'État du Honduras, pour qu'ils décident que les camarades qui sont criminalisés […] soient libérés immédiatement. »

Le 10 juillet un groupe de Garifunas a manifesté devant l'édifice des Nations unies à New York pour exiger que cesse la répression du gouvernement hondurien contre la population. Et le 14 juillet, le Conseil national garifuna (NGC) a organisé une manifestation pacifique devant l'ambassade du Honduras au Belize en solidarité avec San Juan, attirant l'attention sur les supposées violations des droits humains et exigeant la protection des droits des peuples originaires à la terre, la justice et la préservation du patrimoine garifuna.

Dans ce même esprit d'accompagnement, le Bureau du Haut-commissariat des Nations unies pour les droits humains (Oacnudh) a rendu récemment visite à la communauté de San Juan où il a dialogué directement avec les représentants de la communauté et avec l'Ofraneh. Le bureau a écouté les principales préoccupations concernant les atteintes aux droits humains et les défis liés au respect des droits territoriaux.

Dans un message public, l'Oacnudh est revenu sur l'importance que ces sujets soient abordés « à partir d'un point de vue basé sur les droits humains, dans le respect de leurs modes de vie, leurs coutumes et cosmovision, et selon des processus de consultation et de consentement préalable, libre et informé. » Il a rappelé en outre que « toute action de l'État doit donner la priorité au dialogue, garantir le respect des droits humains et éviter l'usage du droit pénal pour criminaliser la défense

des droits territoriaux des communautés garifunas ».

Miriam Mirando avec des membres du Bureau du Haut-Commissariat national des droits humains

---

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 3796.
– Traduction de Françoise Couëdel pour Dial.
– Source (espagnol) : Prensa comunitaria, 16 juillet 2026.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la traductrice, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Voir DIAL 3056 - « HONDURAS - Les Garifunas sont confrontés à leur propre déclin », 3345 - « HONDURAS - « Nos terres sont essentielles à nos vies » : les Garífunas défendent leur souveraineté territoriale et alimentaire » et 3346 - « HONDURAS - « Sans notre terre, nous cessons d'être un peuple » : la défense du territoire et des ressources autochtones ».

[2] Voir la vidéo publié par De Pueblo y Barrio sur Instagram.

[3] Deux figures historiques – une femme et un homme – de la résistance des Garifunas – note DIAL.